

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

" FN, fin " titrait l'éditorial du Monde du 11 juin

N'enterrez pas trop vite la bête immonde

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 25 septembre 2007

Démocratie & Socialisme

" FN, fin " titrait l'éditorial du Monde du 11 juin. Une considération qui ne résiste pas à l'analyse. Au lendemain des élections législatives, il est tout à fait hâtif de conclure à la disparition de l'extrême-droite en France.

L'émergence et le développement d'un parti d'extrême-droite en France à partir du milieu des années 80 n'est pas qu'un épiphénomène politique. L'essor du Front National correspond à une situation économique et sociale qui se caractérise par la création d'un sous-prolétariat urbain par la précarisation et le chômage de masse, le déclassement des travailleurs à qualification intermédiaire alors même que la démocratisation de l'enseignement en augmente le nombre, l'accroissement des inégalités par le blocage de toute perspective de mobilité sociale.

Face à cette situation, les solutions libérales, qui ont réduit les protections et limité la redistribution des richesses, ou la timidité de réponses sociales-démocrates qui se sont contentées de créer des minima sociaux sans remettre en cause la sous-rémunération du travail (et donc donnant l'impression de créer une classe "d'assistés" opposée aux travailleurs), ont créé un terrain propice aux thèses de l'extrême-droite qui ont séduit toute une partie de l'électorat populaire. Face à cette situation, il était clair, dès le milieu des années 90, qu'une course de vitesse était entamée entre l'extrême-droite et la gauche. L'insuffisance de la politique de la gauche plurielle, au pouvoir de 1997 à 2002, a ainsi conduit à une nouvelle poussée du FN dont le candidat, Jean-Marie Le Pen, s'est retrouvé propulsé au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

Cinq ans plus tard, il est vrai, les résultats électoraux du FN sont en chute libre. Cela ne veut pas dire, pour autant, que l'extrême-droite est morte.

Aucune raison conjoncturelle, en effet, ne peut venir à bout d'un courant politique qui, en plus de vingt ans, s'est profondément enraciné dans la société. Le FN n'est évidemment pas à sa première crise. On l'avait déjà donné pour mort en 1988, lorsqu'il avait perdu son groupe parlementaire, " battu " par le scrutin majoritaire. On l'avait de nouveau enterré en 1998, après la scission provoquée par Bruno Mégret. Aujourd'hui, face à un Le Pen vieillissant, il y a une captation évidente du discours et des idées frontistes par la droite de Nicolas Sarkozy. Les premières mesures annoncées par son ministre de l'identité nationale, Brice Hortefeux, n'ont rien changé dans le fond de la société française. Bien au contraire : les éléments déclencheurs de la crise fasciste sont amplifiés par les politiques libérales menées depuis la réélection de Jacques Chirac à la présidence.

C'est le sens, d'ailleurs, de la prétendue " rupture " de Nicolas Sarkozy : il s'agit de "rompre " avec la droite par l'extrême-droite. Pour autant, il ne faut pas se leurrer : rien, dans les politiques qui vont être mises en oeuvre par cette droite, ne permettra de répondre aux problèmes posés. Bien au contraire, on peut gager dès à présent que la situation de la frange la plus fragile du salariat va être encore aggravée par la politique fiscale qui va se mener au profit des plus riches, et toutes les implications en matière de réduction des formes de redistribution et d'accès au service public qu'elle va avoir.

Le développement d'un discours qui oppose d'une part ceux " qui se lèvent tôt " et les " profiteurs ", qui, sous prétexte d'identité nationale, attise le racisme des " petits blancs ", va faire progresser encore la généralisation des thèses du FN, ce que l'on appelle parfois la " lepénisation des esprits ".

Trois hypothèses sont donc envisageables, dont aucune ne se traduira par la disparition de l'extrême-droite.

La première, c'est la poursuite de la dérive fascisante de la droite sarkoziste.. Sur le modèle de la " révolution conservatrice " américaine, dont Sarkozy est un émule, l'UMP peut, tout en poursuivant une politique économique et sociale ultra-libérale, continuer à reprendre à son compte les thèses du FN. Ce parti peut alors bel et bien

N'enterrez pas trop vite la bête immonde

disparaître, mais par le biais d'un transfert idéologique vers l'UMP, qui aura alors définitivement rompu avec la tradition de la droite française depuis la Libération.

Une deuxième hypothèse verrait Sarkozy pris à son propre piège et, de même qu'il a contesté l'hégémonie des néo-gaullistes (Chirac et Villepin) sur la droite parlementaire, il pourrait se voir contester la sienne par des plus ultra que lui, favorisés par une majorité parlementaire très large et trop sûre d'elle-même.

La troisième reste encore la plus simple : la frange acquise à l'extrême-droite de l'électorat, constatant l'inefficacité de l'UMP, rejoindrait le giron frontiste, et, une fois de plus, le FN renaîtrait de ses cendres, et comme à chaque fois, encore plus fort car nourri de la colère et de la frustration des masses.

Il reste évidemment une quatrième hypothèse, à laquelle tous les militants de gauche devraient aspirer : construire dans l'unité une véritable alternative politique à la progression des idées de l'extrême-droite. Cela suppose que la gauche, et le parti socialiste au premier chef, tournent le dos aux tentations de " troisième voie " et de régulation du libéralisme par des mesures sociales qui ne remettent pas en cause les fondements mêmes de la répartition des richesses et des modes de production.

Gagner la course de vitesse contre la fascisation de la France n'est pas une gageure. Ce n'est qu'une question de courage politique : celui d'être une gauche " décomplexée et vraiment de gauche ", n'ayant pas peur de déplaire aux grands patrons et oeuvrant clairement dans l'intérêt des salariés.

Hervé Le Fiblec